



CANICULE : TRAVAILLER UN JOUR FÉRIÉ, OU LE " DEGRÉ ZÉRO " DE L'ÉCONOMIE.

attac

Ça ne sert à rien

Tel un très mauvais élève en économie, Monsieur Raffarin propose de travailler un jour de plus, de façon à augmenter la richesse produite. Il prétend dégager ainsi des fonds pour...pour quoi, au juste ?

Travailler plus longtemps pour produire plus

- Comme si la richesse produite (au sens économique du terme), dépendait d'une seule variable : la quantité de travail. Cette vision réductionniste fait mine d'ignorer trois autres variables :

- La qualité du travail, c'est à dire la productivité : La France n'est pas parmi les moins performants en ce domaine. Et l'on sait que le bilan en partie décevant des 35 Heures en ce qui concerne l'emploi tient, entre autres, à l'effort de productivité qu'ont accompli de nombreuses entreprises pour contrebalancer les effets, qu'elles jugeaient négatifs, de la réduction du temps de travail. Les salariés l'ont souvent payé d'une dégradation des conditions de travail. Et l'Etat patron a procédé de même ; par exemple dans le système de santé...

- L'investissement productif. Encore faut-il qu'il soit intéressant d'investir dans la production : le taux d'autofinancement des entreprises a globalement dépassé les 100% ces dernières années, c'est à dire que les entreprises ont pu se retrouver avec plus d'épargne qu'elle n'en souhaitaient pour investir. Devrait-on fabriquer aujourd'hui plus d'automobiles, en travaillant un jour de plus, alors que le secteur est en état de surcapacité de production ?

Car voici la troisième variable :

- La demande : globalement sur l'année, jour de travail en plus ou pas, la quantité produite devra bien se caler sur la demande existante, c'est à dire sur les revenus distribués et la part de ces revenus que l'on compte affecter à la consommation, comme Keynes l'a magistralement souligné. Remous boursiers, menaces sur les retraites, austérité salariale imposée par les exigences de rentabilité des actionnaires ne vont guère dans le bon sens, en dépit des appels à la " consommation citoyenne " qui retentissent périodiquement.

- Comme si la quantité de travail disponible, elle même, ne relevait que de la durée du travail : elle relève aussi de la Population active occupée. Que ne donne t-on du travail aux chômeurs disponibles. Ils seraient tout contents... Et puis cela réduirait le poids de l'indemnisation du chômage et augmenterait les recettes de l'Etat et des administrations publiques.

Produire plus pour qui, dans le fond ?

- Le PIB (la richesse produite, au sens économique), avec un taux de croissance pourtant considéré comme faible (de 1,1% à 3,8% en volume, selon les années, entre 1996 et 2002), ne cesse d'augmenter : Par exemple de 1212,2 Milliards d'Euros en 1996 à 1520,8 Milliards d'Euros en 2002 (soit + 25,5% en valeur en 6 ans). Va t-on nous faire croire que cette société de plus en plus riche ne peut prendre en charge ses " petits vieux " (retraite, canicule) et son système de santé ?

• Quelques obscurités :

- Travail gratuit ? jour non payé ? Alors c'est le coût du travail qu'on réduit, ... et les profits que l'on augmente. Pas les effets de la canicule que l'on prévient. Ou bien pense-t-on que les salariés seront dûment payés pour ce jour de travail supplémentaire ? En tout cas actuellement, depuis la mensualisation, la variation du nombre de jours travaillés dans le mois n'influe guère sur le montant du salaire ... ni des charges sociales ...

- Comment seraient prélevés les hypothétiques fruits de cette hypothétique richesse créée en plus ? Il existe un bon vieux système qui a fait ses preuves c'est l'impôt... Ainsi pourrait-on à la fois soutenir depuis des années le dogme de la baisse des impôts, tout en imaginant, on ne sait comme, de prélever par ailleurs une part de richesse produite en plus grâce à ce jour férié... On peut, dans cette logique, et c'est la solution qui semble se dessiner, décider d'affecter au règlement du problème posé par la canicule, la part de charges sociales qui correspondrait à ce jour de travail en plus. De doctes études s'emploient à chiffrer l'affaire, sans que l'on sache bien en définitive à qui ou à quoi exactement on affecterait ces fonds. On peut tout de même faire remarquer que les exonérations de charges patronales représentent 21 milliards d'Euros, que 1% des foyers les plus aisés ont bénéficié de 31,2% du montant total de la baisse des impôts l'an dernier, et que le coût total pour le budget de l'Etat, de cette baisse d'impôt a été de 5,8 milliards d'Euros en 2002, selon le Rapport de la Cour des Comptes.

Toute cette agitation assez incohérente camoufle le fait que l'on ne veut pas, une fois de plus, poser comme un choix de société, essentiel à débattre, le problème de la " répartition " (au sens économique du terme) : Il y a une richesse créée, que veut-on faire de cette richesse : quelle part aux salaires ? quelle part aux profits ? quelle part à la solidarité inter-générationnelle ? Quelle part solidairement affectée à la satisfaction pour tout citoyen des droits inscrits dans la constitution :

droit au travail, droit à l'éducation et à la culture, protection de la santé, sécurité matérielle... Sans compter que la quantité même de richesse créée, et sa composition doivent aussi être l'objet d'un choix de société, comme la communauté internationale en prend de plus en plus conscience.

Alors, à quoi ça sert ?

Si cette proposition n'a guère de fonction économique cohérente, elle a en revanche une fonction idéologique et politique certaine :

• " Travaillez, prenez de la peine... ", voici revenu la vieille conception du travail comme " tripalium " (instrument de torture). Instiller un sentiment de culpabilité : "La France ne va pas bien (ce qui reste à démontrer...) parce que l'on n'y travaille pas assez " (quelle que soit l'augmentation de richesse et les gains de productivité évoqués plus haut). C'est transformer une question de société (la question de la répartition, celle de la solidarité dans une société) en une question de responsabilité individuelle.

• C'est aussi, à petits pas, faire accepter que l'on pourrait revenir en arrière sur la baisse séculaire du temps de travail, consécutive à l'augmentation de la production et de la productivité (quel serait le chômage sans cette baisse du temps de travail, puisque l'on sait produire plus en moins de temps...), résultat aussi des luttes sociales. C'est une tendance déjà en œuvre aux Etats-Unis.

• C'est, plus globalement, continuer le travail de remise en cause des acquis sociaux entrepris par le néolibéralisme, de quelque couleur qu'il soit.

• C'est enfin, plus prosaïquement, continuer de faire passer l'évidence d'une nécessaire diminution du coût du travail, chère aux théoriciens du marché. La " journée du travail en plus " prend ainsi sa place parmi les attaques contre le SMIC, le passage du RMI au RMA, et autres stages, contrats emploi-solidarité etc...